

Déclaration liminaire - CDEN

12 novembre 2024

L'élection de Donald Trump, les ravages liés réchauffement climatique, les crimes perpétrés par le gouvernement israélien ou le dictateur russe, les coupes budgétaires massives annoncées par le gouvernement illégitime ou encore des propos insultants à l'encontre des professeur·es..., autant de thèmes qui nous rappellent les menaces pressantes sur notre société, contre la vérité et l'émancipation par l'éducation.

Ainsi, un milliardaire fascisant, promoteur d'une idéologie ultralibérale et violente, climatosceptique, misogyne et xénophobe a été réélu à la tête de la première puissance économique mondiale. Entre l'attaque du Capitole et ses déclarations d'intentions dictatoriales, le monde, et particulièrement le proche-orient ainsi que l'Europe en pleine guerre en Ukraine... Des centaines de millions de personnes ont tout à craindre du retour au pouvoir de ce sinistre personnage soutenu par un milliardaire aux idées d'extrême droite.

On constate d'ailleurs, des parallèles saisissants entre les choix du Président de la République française et de son Premier ministre, M. Barnier, ainsi que leurs alliés du RN et les mesures annoncées par M. Trump et leurs soutiens. Le quotidien Le Monde les résume ainsi : "Une forte hausse des tarifs douaniers, des expulsions de migrants et des coupes budgétaires", soit peu ou prou le programme du Rassemblement National mise en œuvre par M. Barnier dans le cadre du PLF 2025.

Saisissante symétrie des deux côtés de l'Atlantique, où États-Unis et France appliquent des politiques similaires pour des effets tout aussi désastreux pour le seul profit de quelques ultra-riches.

Des politiques qui s'attaquent systématiquement, aux droits sociaux, aux libertés publiques et académiques, aux mesures anticipant le désastre climatique qui frappent les pauvres et les classes moyennes... Des politiques qui stigmatisent et mettent en danger les personnes étrangères mais aussi les femmes et toutes celles et ceux qui osent contester de telles mesures.

Tous les services publics et leurs usager·es sont directement menacés par une cure d'austérité inédite qui va s'accompagner de plans de licenciements massifs en lieu et place de d'imposer celles et surtout ceux qui pillent le fruit du travail de millions de personnes et dévastent la planète.

Les patient·es dans les hôpitaux, les personnes âgées dépendantes dans les EHPAD, les justiciables dans les tribunaux, les nourrissons dans les crèches, les élèves et étudiant·es de la maternelle à l'université en passant par l'enseignement professionnel : des dizaines de millions de personnes subissent déjà l'inflation et subiront en plus les lourdes coupes budgétaires justifiées par le "rétablissement des finances de l'État" tandis que les plus fortuné·es et les entreprises faisant des profits records continuent de bénéficier de largesses de l'État tout en contribuant comme aucun au réchauffement climatique.

Nous pensons évidemment aux salarié·es du Groupe Mulliez, propriétaire de la chaîne Auchan (2 389 licenciements), à celles et ceux de Michelin (1 254 licenciements) et évidemment à ceux de

Valéo à La Suze (150 licenciements). Or, dans le même temps, la Sarthe se prépare à des fermetures de postes dans le premier et le second degrés avec l'annonce ahurissante de la suppression de 4000 emplois dans l'Éducation nationale, dont 3155 dans le premier degré, le tout accompagné d'un plan social à Le Mans Université.

Que dire encore de la velléité d'ajouter deux jours de carence supplémentaires et de réduire le salaire à 90 % pendant les congés maladie tout en supprimant la GIPA et évidemment en gelant le point d'indice ? Pour les agents des Services Publics, la note sera lourde. Ainsi, pour une agente avec un salaire net de 2200€, un simple arrêt de cinq jours coûtera plus de 235€. Quant aux AESH, qui vivent déjà sous le seuil de pauvreté, chacun·e jugera ! Sur une carrière, c'est bien l'équivalent d'un vol en bande organisée qui est mis en place.

Un autre point commun entre Paris et Washington, réside dans le déni du réchauffement climatique si cher à l'extrême droite et aux partisans de la libre concurrence. En Sarthe, on observe cette même irresponsabilité avec des grands projets inutiles imposés dans la même logique que celle de l'A69 à Toulouse. Notre département est en effet le berceau d'une dizaine de projets d'entrepôts géants dédiés à la logistique, générant toujours plus de béton et jetant des milliers de camions sur nos routes. Ce sont 40 hectares de bâtiments et 100 hectares de terres rendues imperméables au profit de la logique dévastatrices d'Amazon et son monde. C'est cette même imperméabilisation des sols qui a contribué à dévaster des centaines de vies dans les communes limitrophes de Valence, en Espagne.

Un dernier point commun entre les USA et la France mérite toute notre attention : l'acharnement à vider les caisses publiques pour imposer une austérité rejetée par la population. Comme le souligne l'économiste Mickaël Zemmour, cette logique économique, théorisée dans les années 1980, repose sur l'idée de « l'affamement délibéré de l'État » pour justifier ensuite des réductions de dépenses publiques, présentées comme inévitables.

Ce modèle, promu par les économistes orthodoxes comme Jean Tirole ou Jean Pisany-Ferry, se déroule actuellement en France avec des conséquences cataclysmiques à venir pour l'emploi, pour les services publics, pour la lutte contre le réchauffement climatique et ce faisant, pour la cohésion et la justice sociale. Des baisses d'impôts massives ont été accordées sans que les promesses de la croissance et les investissements annoncés par E. Macron, E. Philippe, J. Castex, E. Borne, G. Attal et M. Barnier ne se matérialisent jamais.

Résultat : une dette abyssale et une extrême droite aux portes du pouvoir quand elle le retrouve déjà outre-atlantique.

Enfin, comment ne pas évoquer deux récentes prises de position :

D'abord, les propos de M. Nicolas Sarkozy, ancien Président de la République, qui, rappelons-le, est mis en examen dans l'affaire Bygmalion, s'est adonné au « prof bashing » sur le plateau de BFM-TV. Dans une litanie de contre-vérités éculées, il a dénigré les enseignant·es du premier degré avec les habituels clichés : trop de vacances, trop peu d'heures devant élèves et un mépris réactionnaire à peine voilé pour le travail en maternelle qu'il ne considère même pas comme un travail. L'ancien président est même allé jusqu'à prétendre que les enseignant·es du premier degré ne travailleraient que 24 heures par semaine, six mois dans l'année !

La seconde ayant eu lieu ce mardi 12 novembre puisque la ministre de l'EN qui a annoncé l'acte 2 du choc des savoirs dans un véritable déni du réel et de l'opposition des personnels et des citoyen·nes. En effet, les tenant·es du choc des savoirs ont été largement sanctionné·es dans les

urnes. Anne Genetet, a annoncé une série de mesures visant à renforcer les exigences scolaires, poursuivant ainsi les réformes initiées par Gabriel Attal.

Cet « Acte 2 du choc des savoirs » prétend à nouveau renforcer les acquis scolaires et à accroître l'équité. Pour autant, de réels doutes subsistent déjà quant à sa faisabilité et son efficacité. Les mesures de soutien individualisé et de renforcement des programmes sont louables en théorie, mais risquent d'accentuer les inégalités si les ressources nécessaires ne suivent pas. Cette politique, fortement orientée vers l'évaluation et le pilotage, s'avérera une fois encore, contre-productive puisqu'elle va engendrer une pression accrue sur les élèves sans les accompagnements adaptés.

Tous ces sujets ont une constante : la post-vérité ou des vérités alternatives, celles qui font des plans de licenciements massifs des plans de sauvegarde de l'emploi, d'un plan d'austérité contre les plus précaires un budget sérieux et ambitieux, de tests psychotechniques aberrants et violents pour les élèves des outils de pilotage bienveillants censés améliorer la réussite des élèves, du saccage des territoires et des terres agricoles des "opportunités économiques de croissance et d'emplois" ou encore, de mesures démagogiques, haineuses et inefficaces contre les fonctionnaires des prétendues mesures de justice sociale entre les salarié·es du public et du privé...

À un tel niveau d'analyse et de contre-vérité, il n'y a que la Culture et l'Histoire qui peuvent nous préserver des affres de la trumpisation du débat public français... Nous avons donc une pensée pour Michel Audiard, qui a si bien cerné ce genre de personnages qui se partagent les plateaux télé et les autres colonnes des médias de quelques milliardaires ainsi que les plus hautes fonctions électives et partidaires de ce pays.

La FSU souhaite rappeler que ce CDEN de bilan se tient dans un tel contexte. Cela augure, en Sarthe, et dans les Pays de la Loire, des dizaines, voire des centaines de fermetures de postes dans les premier et second degré auxquels il faut ajouter la cure d'austérité imposée à Le Mans Université qui subit maintenant un très violent Plan de Retour à l'équilibre financier dicté par la Rectrice suite aux choix calamiteux du Président Leroux et qui va durablement mettre à mal l'attractivité du territoire sarthois entraînant des départs de population dans un cercle vicieux pourtant largement documenté et connu de toustes ici.

Or, partout où les services publics reculent, partout, l'exclusion progresse. C'est le vote pour l'extrême droite et ses idées de haine, de violence, de racisme et d'injustice qui progresse. À l'image du fleuve Turia à Valence, cette idéologie dévastatrice balaye tout sur son passage, ne laissant que ruines et vies brisées.

C'est cela que nous allons évoquer lors de ce CDEN. Car, pour la FSU, il ne s'agit pas de données, de tableaux de pourcentages et de statistiques mais bien de la vie et de l'avenir de la jeunesse de ce département. Cela nécessite assurément d'autres regards et expressions que déni, contre-vérités et propos hors-sol.

La FSU continuera donc, forte de sa représentativité des agent·es des services publics de défendre des politiques protectrices des droits, des libertés, de l'environnement en lien avec les usager·ères et contre les lourdes attaques qui ne manqueront pas d'être justifiées dans les semaines à venir. C'est bien pour plus d'égalité, de dignité dans le travail et de justice écosociale que la FSU appelle l'ensemble des citoyen·nes et notamment les agent·es au service du public à se mettre en grève pour obtenir ce qui leur revient de droit : le respect des choix populaires issues des élections.